

Marcourt veut toute la transparence chez Nethys

Le ministre wallon de l'Economie et désormais « président provincial du PS liégeois dénonce, dans un entretien qu'il nous a accordé, l'opacité dont ont fait preuve les dirigeants de Nethys.

On n'a guère entendu le Liégeois Jean-Claude Marcourt s'exprimer sur l'affaire Nethys / Publifin. Mais le ministre wallon de l'Economie a profité du succès de la Sonaca – et de son développement annoncé aux Etats-Unis – pour s'exprimer sur la bonne gouvernance.

Ce que le socialiste « reproche le plus aux dirigeants de Nethys, c'est le manque de communication, sous le mode "vivons heureux, vivons cachés", comme si on avait précisément quelque chose à cacher. C'est une chance qu'il y ait une commission d'enquête, qui va permettre d'expliquer les raisons de ce qui a été fait ». Jean-Claude Marcourt ne se pose pas en avocat de Nethys et

demande que « les dirigeants s'expliquent et fassent preuve de transparence ». Car pour le ministre, « le gros déficit dans Nethys, c'est le défaut de communication du groupe ».

Dans l'affaire qui secoue la vie politique wallonne, on a beaucoup souligné le rôle de la fédération liégeoise du PS. Et malgré les mesures annoncées du côté du boulevard de l'Empereur après l'écla-

tement du scandale, on a l'impression qu'il n'y a guère de changement au PS

de Liège. Une affirmation qui fait bondir Jean-Claude Marcourt : « C'est stupide de laisser croire ça ! Je dis que tout le monde est conscient maintenant que ce qui s'est passé ne peut plus jamais se produire. » Et quand on évoque des changements à la fédération, il gronde :

« Mais quelles têtes voulez-

vous mettre au bout d'une pique ? »

Le Liégeois rappelle qu'il est désormais « président provincial » du PS, ce qui lui donne donc des responsabilités supplémentaires vis-à-vis des fédérations locales. Et à ce titre, promet : « Nous sommes face à une crise importante. Il faut changer les choses. Il n'y aura plus d'accommodements avec l'éthique. » ■

« Nethys doit être transparent, le PS, exemplaire »

WALLONIE Jean-Claude Marcourt se réjouit du développement de la Sonaca et y voit un exemple de bonne gouvernance

- Pour le ministre wallon de l'Economie, les dirigeants de Nethys ont fait preuve d'opacité.
- Il refuse l'idée de démanteler le groupe.
- Et appelle le PS liégeois à faire preuve d'exemplarité.

Quelque peu silencieux depuis le début de l'affaire Nethys/Publifin, Jean-Claude Marcourt profite du succès de l'expansion de la Sonaca aux Etats-Unis pour sortir du bois sur la gouvernance publique.

L'expansion de la Sonaca aux Etats-Unis (lire ci-dessous) valide-t-elle votre vision du rôle des pouvoirs publics ? Notre rôle, en tant qu'actionnaire public, est de soutenir le tissu économique, de sauver des entreprises s'il le faut, mais aussi de les soutenir dans leur développement. Soutenir la Sonaca dans ce

cadre était une obligation, même si cela représentait aussi un risque.

Est-ce un rôle que la Région wallonne pourrait remplir auprès de Nethys ?

Je suis persuadé qu'on doit soutenir toute initiative industrielle publique, y compris au niveau local. La structure d'une intercommunale n'est plus adaptée pour soutenir Nethys mais cela n'empêche pas qu'il y a une histoire à raconter. Ce que je reproche le plus aux dirigeants de Nethys, c'est le manque de communication, sous le mode « vivons heureux, vivons cachés », comme si on

avait précisément quelque chose à cacher. C'est une chance qu'il y ait une commission d'enquête, qui va permettre d'expliquer les raisons de ce qui a été fait.

Il y a de l'opacité dans les activités...

Je ne suis pas l'avocat de Nethys, ni le défenseur de ce qui a été fait. Ce que je dis, c'est que le groupe doit venir expliquer le « pourquoi » et le « comment ». Il faut que les dirigeants s'expliquent et fassent preuve de transparence.

Cela ne va pas être simple, dans un groupe aux activités si diversifiées...

J'ai indiqué qu'il fallait revoir tout ce qui avait été fait, mesurer ce qui avait été bien fait, ou mal fait, la pertinence de la stratégie. Je n'ai pas de difficultés avec ça. J'ai entendu des gens dire que c'est trop liégeois. Personne n'a empêché personne de participer au projet il y a dix ans. S'il y a un holding intermédiaire entre Publifin et Nethys, c'est justement pour permettre aux acteurs publics de venir s'ils le souhaitent.

C'est la première fois qu'on entend ça...

Quand je vous disais que cela manque de transparence... Ce n'est pas à moi normalement à le dire. Le gros déficit dans Nethys, c'est le défaut de communication du groupe.

De fait, il est difficile de trouver de la cohérence dans un groupe actif dans l'énergie, les télécoms, les médias...

Regardez l'évolution d'autres acteurs.

Quand Belgacom, opérateur téléphonique, a lancé Belgacom TV, personne ne s'est demandé s'il était normal que l'utilisateur d'un GSM paie plus cher pour financer cela. Il y a une dissymétrie de traitement avec Nethys, qui associe lui aussi un réseau avec du contenu, comme Telenet ou d'autres encore le font. Voyez aussi ce que font les opérateurs dans le secteur énergétique : où sont leurs poches de croissance ? Dans l'offre diversifiée de nouveaux services, qui passent aussi par les réseaux télécoms. Tous les métiers évoluent. Et tous les groupes actifs dans ces métiers cherchent constamment de nouvelles niches de croissance.

Vous voyez de la cohérence là où d'autres pensent qu'il faut démanteler le groupe ?

Je ne crois pas que l'objectif de Cédric Halin (le mandataire CDH qui a dénoncé l'ampleur de certaines rémunérations

chez Publifin, NDLR) était de démembrer Nethys quand il est intervenu, mais l'occasion fait le larron. J'ai reçu des offres de bon nombre d'acteurs intéressés par des morceaux d'activité, ce qui prouve la valeur de Nethys.

Vous avez, quant à vous, évoqué une entrée en Bourse. Pourquoi ?

Comme je suis partisan de la transparence, et comme certains veulent récupérer des sous, j'ai émis l'hypothèse d'une mise en Bourse, ce qui obligerait l'entreprise à être extrêmement transparente vis-à-vis des marchés.

Faut-il aller en Bourse ? Je ne dis pas ça pour autant. Ai-je un projet en ce sens ? Non plus.

En fait, ce n'est pas parce que c'est un projet qui a démarré au départ et avec le soutien de Liège qu'il doit rester ex-

clusivement liégeois. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI
BENOÎT JULY

« Ce n'est pas parce que ce projet a démarré à Liège qu'il doit rester exclusivement liégeois »

ANALYSE

Responsabilités

Fort de son rôle-pivot - comme ministre de l'Economie au sud du pays, moteur des pouvoirs publics - dans la formidable opération Sonaca aux Etats unis, qui donne de la force et du prestige d'un coup à la Wallonie, Jean-Claude Marcourt est maintenant en position, sur d'autres fronts où il est engagé en d'autres qualités, d'exiger... 1. que Nethys soit « transparent » en termes de gestion et de

stratégie ; 2. que Stéphane Moreau y « clarifie sa situation à tous égards, notamment sa rémunération » ; 3. que la fédération liégeoise du PS entame « les réformes nécessaires » afin qu'elle devienne, dit-il, « exemplaire », s'agissant notamment de l'éthique en politique et du respect des valeurs... socialistes, pour le coup.

Homme d'influence, Jean-Claude Marcourt monte aujourd'hui en puissance politique, ce qui lui donne des responsabilités supplémentaires. Il était très attendu, il l'est davantage, si l'on peut. A fortiori dans son

nouveau costume de « président provincial » du PS, la « coupole » sous laquelle se logent les fédérations liégeoise, de Huy-Waremme, de Verviers et germanophone. « C'est la première fois que j'occupe une position de pouvoir "institutionnelle" au sein du parti dans ma région », souligne-t-il spontanément, indiquant clairement qu'il ne se dérobera pas. La fonction exécutive entraîne des obligations. « Nous sommes tous conscients de la gravité de la situation », assure-t-il. C'est un bon début.

D.CI ET B.J.

Sonaca « Nous sommes pleinement dans notre rôle d'actionnaire public »

En quoi l'acquisition par Sonaca de LMI en bétonne-t-elle l'avenir ?

Cela fait plusieurs années qu'on réfléchit à l'avenir de Sonaca, en ayant en ligne de mire, en tant qu'actionnaire public, le maintien des activités et des emplois. Nous sommes passés par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, car il y a eu un moment où la pérennité même de l'entreprise était en danger. Et nous avons eu cette réflexion : faut-il adosser l'entreprise à un partenaire ou pas, sachant qu'elle était certes dans un marché en croissance mais avec une très forte pression sur les coûts. Puis le management est venu avec cette proposition d'offre sur LMI. Nous y avons beaucoup réfléchi, cela a pris des mois.

Et sans aucune fuite...

C'est une immense satisfaction. Cela prouve que tout le monde avait conscience des enjeux, que c'était l'avenir de l'entreprise qui se jouait. C'est aussi la preuve que les pouvoirs publics peuvent agir avec professionnalisme quand il le faut, et que la transparence absolue peut parfois s'opposer au besoin de confidentialité. C'est donc une nouvelle page qui s'ouvre pour l'entreprise, pour ses travailleurs. Nous sommes au début du processus, un concurrent pourrait surenchérir, mais la Sonaca est donc capable de

s'ériger en acteur mondial dans son secteur.

Une entreprise wallonne dans la peau du chasseur, c'est plutôt rare...

Rares sont les grands capitaines qui sont en mesure de transformer leur entreprise, comme Christian Jourquin l'a fait par exemple chez Solvay, en prenant le risque de vendre l'activité pharma pour se donner tous les moyens de croître dans la chimie. Dans l'histoire, il faut bien constater que les entreprises belges ou wallonnes n'ont pas été gâtées par les groupes financiers qui les possédaient.

C'est Bernard Delvaux qui a trouvé LMI ?

Chacun a joué son rôle. Le management a proposé d'ouvrir le dossier, le conseil d'administration l'a analysé et l'actionnaire public l'a validé en acceptant d'endosser un risque financier. Très franchement, il aurait été plus confortable de dire non. Nous aurions pu nous dire qu'il n'y avait aucun péril immédiat, que le secteur allait continuer à évoluer sereinement : mais ce scénario n'était pas tenable à long terme. En disant « oui », nous avons choisi de nous positionner sur le plan stratégique, d'anticiper les mutations à venir, au risque sinon de voir l'entreprise devenir elle-même une cible.

A vous entendre, on peut regretter la vente de Cockerill Sambre par la Région wallonne à Usinor, en 1998...

Le nombre de regrets dans ce dossier se compte par dizaines. Parmi ceux-ci, le fait que le privé n'a pas investi ni posé les bons choix au moment où il aurait fallu le faire.

Puis la Région wallonne a effectivement vendu, sur proposition de Jean Gandois, et Usinor qui avait désormais le pouvoir de décision a commencé par manger sa parole...

L'investissement pour financer le deal LMI est important : la SRIW injecte 85 millions dans la Sonaca...

C'est incontestablement le plus gros investissement que nous portons. Nous sommes pleinement dans notre rôle d'actionnaire public en donnant à notre filiale les moyens de réaliser ses ambitions aux conditions du marché. C'est un risque, mais l'aventure humaine est faite de risques : le marché peut se retourner du jour au lendemain, par exemple, mais les risques sont maîtrisés autant que possible. Je dois souligner aussi que nos participations nous rapportent de l'argent. Le ministre wallon du Budget est content... ■

**Propos recueillis par
DAVID COPPI
BENOÎT JULY**

PS liégeois « Nous mesurons la gravité »

Avec un peu de recul, si l'on peut dire, quid de l'affaire Publifin-Nethys ?

Le 20 janvier, la fédération liégeoise du PS a dit clairement que le subtil distinguo entre mandats publics et mandats dérivés, c'est terminé. Il y a aussi la commission d'enquête à Namur. Par ailleurs, bien entendu, nous voulons transformer la fédération. Elle doit être exemplaire.

La suspension du parti de Stéphane Moreau et André Gilles, vous avez adhéré d'emblée ?

J'ai adhéré à la décision spontanément quand nous en avons discuté avec Elio Di Rupo. Nous avons déclenché les procédures nécessaires au sein du parti afin de clarifier les responsabilités, sachant que les procédures, c'est aussi le respect de la défense. Mais, oui, il faut montrer que tout le monde a conscience de la gravité des choses.

A propos de la fédération, la cantonale de Fléron s'est manifestée, les militants réclament du changement, Willy Demeyer a reçu un courrier, il y a une pression...

Un émoi. Les affaires de famille doivent se régler en famille. La presse n'est pas le meilleur endroit. Il est légitime que les uns et les autres s'expriment. Mais je

n'ai pas attendu la lettre de qui que ce soit pour...

« Qui que ce soit » ? Fléron, c'est quand même la deuxième cantonale la plus importante de la Fédération...

Si on prend le critère de population, c'est vrai, si c'est le critère du nombre d'affiliés, un peu moins.

La cantonale d'Aywaille a elle aussi interpellé Willy Demeyer...

Encore moins d'affiliés... Bon, je reprends : avec mes amis politiques, j'ai toujours dit que nous mesurons la gravité de la situation. Mais je ne vais pas me laisser instrumentaliser.

Ce sont des militants.

Je sais, et nous agissons à l'intérieur des structures. Les choses doivent-elles rester en l'état ? Non. Quant au chemin que nous suivrons, nous en discuterons en interne tous ensemble.

Reste que, pour ce qui concerne la Fédération, on a le sentiment d'un statu quo.

C'est stupide de laisser croire ça ! Le 20 janvier, je l'ai dit, plus qu'aucun autre parti, nous avons bougé déjà. Je dis que tout le monde est conscient maintenant que ce qui s'est passé ne peut plus jamais se produire. Stéphane Moreau a quitté le

mayorat – et, oui, il doit clarifier sa situation, dire sa rémunération, c'est pour moi quelque chose de non négociable. André Gilles a quitté ses mandats. Il y a eu les suspensions du parti...

Mais politiquement, à quels changements peut-on s'attendre au sein de la fédération ?

Quelles têtes voulez-vous mettre au bout d'une pique ? Soyons sérieux. J'ai obtenu pour la première fois un mandat « institutionnel » au sein de mon parti à Liège, en devenant, samedi dernier, président de la « fédération provinciale », à l'unanimité des fédérations qui la composent...

Vous avez donc maintenant un rôle « institutionnel », exécutif...

C'est la première fois que j'occupe de telles responsabilités, en effet. J'assumerai ce rôle pleinement. Nous sommes face à une crise importante. Il faut changer les choses. Il n'y aura plus d'accordements avec l'éthique.

Le PS liégeois est secoué.

Ça fait toujours plaisir quand le PS liégeois est en ébullition. Guy Spitaels disait qu'il y avait deux grands mystères : la Trinité et la fédération liégeoise du PS... ■

Propos recueillis par

DAVID COPPI

BENOÎT JULY



De nombreuses reponses toujours en attente

Le 31 janvier, un mois environ après les premières révélations de « l'affaire Publifer », *Le Soir* a adressé à 45 protagonistes du dossier une liste de 41 questions en leur demandant de répondre pour le 10 février. Nous attendons toujours les réponses de 19 d'entre eux. En attendant, vous pouvez retrouver les principaux éléments de réponse déjà en notre possession. Des éléments qui laissent encore en suspens de nombreuses interrogations.